

1

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas cédé, alors que les revendications des grévistes coustaient le prix d'une seule journée de recette à la RATP ?

Pour éviter de dépenser cette somme, le gouvernement a accepté de perdre 10 fois plus.

Du point de vue de l'épicier derrière sa caisse, ce comportement peut paraître absurde. En fait il ne l'est pas tant que ça car le gouvernement bourgeois ne se comporte pas en épicier mais en défenseur des intérêts du patronat.

De ce point de vue-là l'enjeu des revendications dépassait largement la simple catégorie des 2 300 conducteurs du métro : sans en avoir tous clairement conscience au départ, les conducteurs avançaient des revendications qui mettaient en question les choix financiers tels qu'ils s'expriment dans le budget de l'Etat. Ils remettaient surtout en question la politique de Chaban, et notamment la « politique contractuelle », pierre de touche de la fameuse « nouvelle société ».

Les choix financiers des capitalistes

Les choix financiers des capitalistes

Quand le gouvernement des capitalistes choisit où il va prendre l'argent pour boucler son budget, il montre parfaitement quels intérêts il sert. Ainsi le budget 72, la simple comparaison avec celui de l'année précédente se passe de commentaires :

- impôt sur les sociétés plus 6,25 %
- impôt sur les personnes plus 15,60 %
- impôt sur les bas revenus : plus 15 à 30 %
- impôt sur les hauts revenus : plus 10 %

Quand le gouvernement des capitalistes choisit où il va dépenser l'argent ainsi pompé, il montre avec autant de clarté les intérêts qu'il défend : ainsi les dépenses militaires augmentent :

- de 4% en 70
- de 6,15% en 71
- de 8,1% pour 72

Et le secteur public ? Et les transports ?

Dans ce domaine, vu la vétusté du matériel et l'importance du retard acquis, le gouvernement prévoit un léger accroissement pour 72... Autant dire que les usagers continueront à voyager toute l'année dans les pires conditions. Autant dire que les conditions de travail et les salaires ne s'amélioreront guère, si le gouvernement fait passer sa politique sans être inquiet.

Car le gouvernement a introduit un mot nouveau, directement emprunté à l'industrie, dans le secteur public : il veut le « rentabiliser » sur le dos des travailleurs et des usagers :

- pour les usagers cela signifie payer de plus en plus cher pour être transporté aussi mal